



Communiqué de presse de l'UNSA-ICNA, Syndicat National Autonome des Ingénieurs du Contrôle de la Navigation Aérienne, du 21 juillet 2010.

Brest, le mercredi 21 juillet. 09h00.

L'UNSA-ICNA lève son préavis de grève

Plusieurs heures après que l'information ait été transmise aux médias, l'UNSA-ICNA a enfin reçu, à 21h30, la dernière version de l'accord social de la DGAC et l'a étudiée. Si en l'état, le texte n'est probablement pas encore signable, l'UNSA-ICNA apprécie le geste d'ouverture, mineur mais réel, du gouvernement qui, en retirant le FABEC fusionnel, crée les conditions d'une sortie de crise.

Par conséquent, l'UNSA-ICNA lève dès à présent son préavis de grève. Si jamais cela n'est juridiquement plus possible en raison du faible délai (le préavis étant déjà actif dans un grand nombre de centres), l'UNSA-ICNA appellera ses adhérents à ne plus suivre son mot d'ordre.

L'UNSA-ICNA regrette l'immense gâchis lié à des méthodes de dialogue social d'un autre âge et à des tentatives de manipulation peu avouables...

Pourquoi aucune avancée n'est-elle possible le 19 juillet, en réunion de conciliation, une semaine après le dépôt de préavis ; et celle-ci devient subitement possible le lendemain, quand les OS concernées sont absentes ? Pourquoi l'administration n'a-t-elle pas transmis ses propositions à toutes les organisations syndicales tant qu'il était encore temps d'éviter totalement la grève ?

Clairement, il s'agit ainsi pour la DGAC de chercher à renforcer certains syndicats et d'en discréditer d'autres dans l'optique des négociations à venir. Si l'on accuse les organisations syndicales de faire peu de cas des passagers, il est déplorable que la DGAC n'hésite pas à laisser aller à la grève pour de cyniques considérations politiciennes !

Une administration responsable aurait pris cette décision 24 H plus tôt lors de la réunion de conciliation qui sert précisément à ne pas déclencher les grèves.

Une administration responsable aurait eu le souci de préserver les compagnies aériennes.

Une administration responsable aurait eu le souci d'épargner les vacances des usagers.

Plus que jamais, les méthodes de dialogue social à la DGAC doivent changer !